

La fausse énigme du Sud global

Bertrand Badie

Il est devenu, un peu partout, banal de railler le terme de « Sud global » dont on dénonce couramment le flou, l'incohérence, voire la tonalité polémique évoquant le « tiers-mondisme » d'antan. On se plaît à moquer l'idée que la Chine et la Gambie, l'Inde et les îles Tonga, le Brésil et le Lesotho relèveraient de la même catégorie. La critique a bien sûr sa part de fondement, mais elle est surtout recevable dans une approche objectiviste et positiviste des relations internationales. Il est en effet évident que les pays qu'on classe dans cette vaste catégorie ne partagent aucun des traits objectifs qui sont utilisés dans les taxinomies les plus courantes, qu'elles soient de nature économique, institutionnelle, culturelle ou même géographique : l'Australie est au Sud mais relève du Nord, la Mongolie est du Nord mais relève du Sud !

L'argument est présenté avec un certain sourire évoquant la dérision, voire le sarcasme : il ne faut certes pas le négliger, et il convient même de l'intégrer tout en rappelant pour autant qu'une telle observation est loin d'épuiser le sujet. Il faut admettre en effet, comme élément majeur des nouvelles relations internationales, que l'idée de Sud et l'*identification* de plus en plus explicite et volontaire à un tel ensemble s'imposent de manière de plus en plus courante. Cette subjectivité qui s'éveille est d'autant plus remarquable qu'elle n'est pas cantonnée au simple discours formel : elle inspire de plus en plus les comportements sociaux et les choix politiques, et va jusqu'à créer de nouveaux réflexes de solidarité internationale, notamment sur le plan politique. L'intuition était déjà celle de Carl Oglesby, lorsqu'il inventa le terme, au siècle

dernier, à la fin des années soixante. Plus de cinquante ans de persistance sémantique est bien le signe que la notion doit être prise au sérieux, d'autant que son auteur s'appuyait sur un constat prémonitoire : militant des premiers mouvements états-uniens contestant la guerre du Vietnam, il observait que la superpuissance était désormais incapable de résister à une pression d'une nature nouvelle, venant du faible, du petit, d'acteurs nouveaux et mystérieux d'un jeu international renouvelé.

En fait, le « Sud global » s'est lui-même construit au fil des temps, faisant des péripéties de son émergence les bases d'une carte cognitive nouvelle. Sa préhistoire, d'abord tâtonnante et quelque peu confuse (en gros de 1945 à la fin des années soixante), a forgé une mémoire, sinon commune du moins rapprochée, réunissant les pays qui le composent ; elle a suscité, au sein des vieilles puissances, rétractions, protections, mépris, condescendance à un point tel que des connivences réactives se sont de plus en plus cristallisées à l'intérieur de cet ensemble composite. Cette dialectique de la marginalisation imposée et de l'humiliation ressentie a créé au fil des temps une communauté de perception et de posture stratégique qui se précise progressivement. Elle est fondatrice, tant cette humiliation que les pays considérés ont en partage fait l'histoire sur un mode qui ne sera jamais homogène, mais qui reste suffisamment affirmé pour susciter non seulement des visions communes, mais aussi des stratégies de plus en plus partagées. En un mot, le Sud s'est fait lui-même hors de la géopolitique convenue, et le Nord, par ses réticences, a involontairement contribué à l'œuvre.

L'histoire s'est écrite en trois temps, chacun portant leurs limites, mais chacun dressant un sillon durable dans l'histoire dont nous sommes présentement les héritiers. Le premier est celui de l'*émancipation* et se confond avec le temps de la décolonisation, du moins de sa part essentielle. La séquence a commencé aux lendemains de la seconde guerre mondiale et marquait une volonté de rupture avec un ordre de domination plus ou moins formalisé : même si la Chine n'a jamais été colonisée au sens strict du terme, elle a connu un bon siècle de soumission qu'elle identifie à un « siècle d'humiliation » que ses dirigeants savent mettre en exergue. C'est dire que ce processus de libération devint spontanément un destin assumé comme commun par tous ces pays essentiellement issus du monde afro-asiatique. D'où le nom donné à la Conférence de Bandung, tenue en avril 1955, à laquelle s'est soigneusement rallié Zhou en Laï, affichant ainsi la prétention de son pays à assurer le leadership de ce nouveau monde naissant, plutôt que de rester le lieutenant quelque peu méprisé de l'URSS. Ce choix est fondateur, expliquant notamment le désir durable de la Chine de se présenter, souvent contre l'évidence, comme un « pays en développement ». Même si le mot restait discret, l'ambition fédératrice était celle du non-alignement, le refus de sortir de la colonisation pour immédiatement succomber aux exigences hiérarchiques du « campisme ». Les premières figures du « Sud global » s'esquissaient comme autant de symboles venant peupler un imaginaire inédit : Nehru, Soekarno, Nasser... De nouvelles relations internationales s'amorçaient, à la faveur desquelles le faible avait montré qu'il pouvait battre le fort, qu'il était porteur d'une autre histoire, laissant deviner d'autres atouts et le désir de produire de nouvelles règles... Rien de tout cela n'a disparu et nourrit une subjectivité nouvelle dans le rapport au monde, même si les premiers résultats ne furent pas vraiment

convaincants, les non-alignés devant en fait s'aligner sur l'un des deux super-grands : aucun ne fit exception, ce qui rendait alors le Sud plus virtuel que réel, mais il avait désormais un visage...

Le deuxième temps fut paradoxalement plus fructueux : celui de la *marginalisation* ne fut pas celui de l'oubli, mais le vrai fondement matériel du « Sud global ». L'œuvre fut initiée par les vieilles puissances, opposant ignorance et mépris à ce frémissement d'une scène internationale qui n'était plus exclusivement euro-américaine. La vague de décolonisation – qui quadrupla presque le nombre des États membres des Nations unies – ne modifia guère le cadre naissant de la gouvernance mondiale. Mise à part la création de la CNUCED en 1964 et du PNUD, l'année suivante, rien ne fut changé et le Conseil de Sécurité fut à peine modifié, et à la marge seulement. Bien au contraire, l'art fut celui du contournement : comme pour échapper à la nouvelle loi du grand nombre, les « anciens » se rétractèrent dans le « minilatéralisme », cette diplomatie oligarchique, du club et de l'entre-soi, de la connivence des aînés, effrayés par la montée des puissances émergentes, les « dragons asiatiques » ou les « jaguars latino-américains », ces « parvenus » qu'on cherchait désormais à contenir. Le G7 en fut la pièce maîtresse, dès 1975, mais son pareil s'affichait dans les grandes instances économiques internationales. Tandis que la bipolarité continuait à imposer ses lois, une seule porte restait donc ouverte pour le Sud naissant : celle de la diplomatie de contestation qui s'imposa pour longtemps comme un autre attribut majeur – et inédit – du « Sud global » qui venait à émerger. Les deux conférences d'Alger (1967 et 1973) donnaient ainsi vie au Groupe des 77 qui était né peu auparavant au sein de la CNUCED, réunissant les pays en développement dans leur commune

contestation de l'ordre économique international. La Déclaration d'Alger (octobre 1967) plaidait ainsi pour un « Nouvel ordre économique international », ou plus exactement *contre* l'ordre international présent, celui d'une dépendance dont la problématique faisait alors florès. Ces 77 – qui sont maintenant 134 – se retrouvent à la Banque mondiale, à la FAO, au PNUE et ailleurs encore : ils nous donnent l'exact contour de ce nouveau Sud, ainsi enclenché par une volonté de changement qui s'élargit progressivement de l'économie mondiale, aux normes, voire aux institutions internationales. La contestation forgeait la nouvelle catégorie et lui donnait un sens aussi réel que durable...

Mais tout va se jouer dans un troisième temps, celui de l'*affirmation*, qui s'est amorcé quand les digues de la bipolarité et de l'alignement forcé ont dû céder. On a sous-estimé combien la dépoliarisation a changé le monde alors qu'elle se combinait, en cette fin de deuxième millénaire, avec une mondialisation qu'il serait trop simple de confondre avec le seul néolibéralisme. La chute du Mur et la fin de la bipolarité « campiste » ont fait passer le « Sud global » de l'état virtuel à l'état réel. Le jeu diplomatique ne supposait plus désormais la protection obligatoire de l'un des deux « grands » : même les États-Unis perdaient, dans ce nouveau contexte, leur pouvoir de séduction, ce qui tua dans l'œuf l'idée naissante d'une « unipolarité ». Du coup, les alliances militaires, à la seule exception notable de l'OTAN, disparaissaient les unes après les autres. D'un alignement forcé et quelque peu honni, le Sud mutait vers une nouvelle posture qui était celle de la fluidité absolue des partenariats, ce « polyamour diplomatique » qui permettait à chaque État de choisir son partenaire, au gré des aubaines, et de goûter enfin à la vraie souveraineté diplomatique. Ce que le ministre indien des affaires étrangères,

Subrahmanya Jaishankar, appelle, de manière plutôt provocante et ambiguë, le « multi-alignement ». Très vite apparurent quelques orfèvres en la matière : Mohamed ben Sultan, prince héritier saoudien, à la tête d'un pays allié fidèle des États-Unis depuis 1945, qui signe un accord pétrolier avec la Russie de Poutine, se réconcilie avec l'Iran, cherche à pactiser avec Israël et rejoint les BRICS ; Erdogan qui s'entend aussi bien avec le maître du Kremlin qu'avec l'Ayatollah Khamenei tout en restant dans l'OTAN, recevant le Hamas et maintenant des relations avec Netanyahu... Cette diplomatie de l'aubaine devient la marque d'un « Sud global » qui en est le réinventeur contemporain : elle s'impose peu à peu comme un trait distinctif d'un ensemble qui se construit ainsi sur un modèle et une pratique dont l'inédit en surprend plus d'un...

Un tel jeu a un effet restructurant : libérés de la tutelle lourde de la bipolarité, ces États concourent désormais pour le rôle de puissance régionale, d'autant plus déterminant que les vieilles puissances ont perdu leur position hégémonique dans un Sud qu'elles tenaient autrefois pour leur « périphérie ». L'exemple du Moyen Orient est de ce point de vue édifiant, là où Washington a perdu sa position de leadership et où Riyad, Téhéran et Ankara rivalisent pour s'imposer sous l'œil envieux de Doha. Cette nouvelle carte des puissances régionales donne une substance supplémentaire à un « Sud global » qui se matérialise ainsi de plus en plus. Cette nouvelle « compétition connivente » transforme progressivement un Sud naguère épars en un champ international – complexe mais structuré – définissant de nouvelles règles du jeu que les vieilles puissances ne veulent pas voir mais qui donnent un sens encore plus précis à l'idée de Sud.

La mondialisation intervient ici en renfort. À force de ne concevoir celle-ci qu'en référence à un capitalisme globalisé et à un néolibéralisme tel que conçu par l'École de Chicago, on en est venu à oublier l'essentiel : la mondialisation est d'abord le fruit d'une puissante révolution technologique qui a profondément modifié le sens même de la distance et du temps, deux paramètres qui permettaient de cerner le vieux modèle westphalien. La configuration qui en dérive laisse apparaître trois vertus nouvelles qui régénèrent substantiellement l'ordre international : l'inclusion, l'interdépendance, la mobilité, soit autant de caractéristiques qui favorisent l'incarnation active et désormais décisive d'un « Sud global ». L'inclusion suggère que la scène internationale cesse d'être régionale, centrée sur l'Europe, puis sur un ensemble euro-américain : d'où les logiques d'émergence que les vieilles puissances s'entêtent à ne pas voir et en tout cas à ne pas considérer comme sources d'un vrai partenariat élargi. L'interdépendance met, quant à elle, un terme à la conception archaïque de la souveraineté, celle qui conjugue nationalisme et protectionnisme : mieux, elle rend les pays du Sud de plus en plus incontournables, créant et développant même parfois une dépendance nouvelle soumettant tout autant le fort au faible. Ainsi en est-il en matière énergétique, comme à propos de maintes matières premières, mais aussi sur le plan commercial, démographique, voire politico-militaire. Enfin, la mobilité déterritorialise le monde, donnant au social une capacité nouvelle et faisant de la migration l'avenir d'un monde de plus en plus marqué par la pression démographique venue du Sud.

Tout ceci a été perçu plus vite au Sud qu'au Nord, tant il est évident que l'aubaine paraissait plus nette et plus attrayante dans l'ancienne « périphérie » qui y voyait un moyen d'accéder enfin à la gouvernance partagée du monde. Beaucoup de diplomaties

se sont réajustées en fonction de ces nouvelles données, à l'exception notable des diplomaties occidentales qui, ne voulant rien voir, se sont embastillées dans un ancien monde dont l'Alliance atlantique constitue la principale muraille. Les États occidentaux ont ainsi cultivé un entre-soi hiérarchique qui a sensiblement abimé leur image dans les pays du Sud, aiguisé leur ressentiment et suscité une défiance croissante, allant du Niger au Brésil et du monde arabe jusqu'à l'Afrique australe. La désastreuse politique africaine de la France a, de ce point de vue, été exemplaire ! Le sentiment d'échec et d'incompréhension a été plus vite que n'importe quelle théorie politique pour donner ainsi un sens renforcé au Sud, tant chez ses dirigeants qu'au sein des sociétés, et surtout d'une nouvelle génération prompte à s'émanciper des vieux schémas tant mimétiques que tiers-mondistes !

L'aubaine n'était pas perdue pour tout le monde au Nord. Le « Sud global » devient très logiquement un objet de captation qui s'inscrit parmi les ruses diplomatiques les plus élaborées. La Russie poutinienne a su en faire usage. Dès le début du siècle, elle saisit ainsi la vague catégorie de BRICS, dessinée dans le cadre des analyses économiques menées par la banque Goldman Sachs, pour en faire un instrument de sa politique étrangère. Incluse dans l'acronyme, aux côtés du Brésil, de l'Inde et de la Chine (et plus tard de l'Afrique du Sud), elle y voit l'opportunité de sceller de nouvelles alliances, cette fois en direction du Sud, manière de mieux se distinguer et ensuite de s'opposer à ce qui sera désormais à ses yeux « l'Occident collectif ». L'aubaine était suffisamment alléchante pour que le Kremlin prenne l'initiative d'institutionnaliser, voire de routiniser, le groupe en organisant une première conférence plénière à Ekaterinbourg en 2009. Avec le conflit ukrainien, la sollicitation des solidarités ainsi construites a été fortement activée, les

BRICS se sont élargis à quatre nouveaux membres dont Moscou notamment avait besoin pour ses fins diplomatiques du moment, tandis que l'ouverture diplomatique russe vers le Sud se renforçait tous azimuts et en particulier en direction de l'Afrique avec les sommets Russie-Afrique. Autant d'initiatives qui donnaient au « Sud global » une consistance diplomatique de plus en plus affirmée, même une consistance tout court ! Courtiser l'Autre donne une existence réelle à celui-ci...

L'erreur est de penser, de manière beaucoup trop positiviste et selon la démarche propre à la géopolitique traditionnelle, qu'une catégorie ne fait sens que si elle est dotée d'une forte homogénéité dont le total accomplissement se réalise dans l'idée de « bloc », de « camp » ou d'alliance, vocabulaire qui appartient clairement à l'histoire européenne, westphalienne et post-westphalienne. En réalité, le jeu international est infiniment plus complexe : il faut savoir s'émanciper de cet ultra-positivisme et admettre que, dans un jeu fluide et fragmenté, les catégories analytiques dérivent moins de ressemblances formelles que d'une communauté de situations, elle-même non pas donnée pour acquise, mais liée à des défis comparables, des paramètres partagés et surtout à des aubaines communes, conduisant à des postures semblables et à une rupture consensuelle avec des règles du jeu imposées et aujourd'hui périmées.

Conformément à cette nouvelle équation, le « Sud global » est en même temps un ensemble hétérogène lié par des paramètres historiques, sociologiques et stratégiques communs et un espace d'opportunité qui s'insère fonctionnellement dans le jeu international mondialisé. C'est dire que ce

« Sud global » s'identifie en fonction de ce mélange de racines communes et de différences qu'il ne cherche d'ailleurs pas à effacer. Les racines communes liées à l'humiliation subie, l'exclusion et la marginalisation ressenties, la condescendance essuyée constituent un guide de politique étrangère, une base pour des connivences passagères, mais aussi pour des manipulations réciproques parfois coûteuses. En même temps, cette pluralité structurelle est au fondement même de l'ordre recherché : autant le système westphalien et, *a fortiori*, celui ultérieur de la Sainte Alliance misaient sur l'unité dans la concurrence, autant le « Sud global » joue consensuellement la partition de la diversité, à l'instar de l'« Initiative mondiale pour la civilisation » lancée en mai 2023 par la Chine de Xi Jin Ping en vue de souligner et de valoriser la diversité des cultures du monde et d'en assurer la pérennité. Façon habile de contrecarrer la prétention de l'Occident, voulue et en tout cas perçue, d'imposer ses propres valeurs comme universelles. Ultime manœuvre « anti-impérialiste » qui a d'autant plus de chances d'être favorablement reçue chez les partenaires sudistes que les pays du Nord persistent dans leur rhétorique universaliste.

Tel qu'il apparaît, le « Sud global » s'impose donc davantage comme une matrice des relations internationales que comme un espace, ou comme un ensemble d'États dont l'homogénéité rassure toujours l'acteur occidental, voire flatte son vieux désir schmittien¹ d'opposer un groupe à un autre sur une scène clivée. Il convient cependant de compter désormais avec ces principes d'hétérogénéité et de fluidité qui façonnent de plus en plus les nouvelles grammaires de

¹ En référence à Carl Schmitt (1888-1985), juriste et philosophe allemand, quelque peu récupéré par le régime nazi, qui a développé la thèse selon laquelle le politique se construisait sur la relation ami/ennemi et que l'inimicé contribuait positivement à renforcer la nation qui lui faisait face.

relations internationales. Il devient nécessaire de les intégrer comme sources d'interprétation plus que comme mode d'identification, encore moins d'alignement. Le « Sud global » est peut-être une énigme pour les « géopolitologues » : il est maintenant un maillon essentiel d'une appréhension subjective des nouvelles relations internationales...

C'est dire que ce concept est pleinement solidaire de l'idée même de mondialisation et de sa version anglo-saxonne de « globalisation ». Comme le suggère le chercheur indien Amitav Acharya, il n'est compréhensible que dans cette double démarche qui annonce un monde complexe et multiple, et qui se distingue à tout jamais de ce monde eurocentré ou occidentalocentré qui a fait la loi (dans tous les sens du terme) depuis la Paix de Westphalie. De cela, le « Sud global » n'est pas seulement l'image ou le symptôme, mais l'agent opérateur qu'on observe à chaque pas nouveau des relations internationales contemporaines. Il est ainsi porteur de ce qu'un autre universitaire indien, Dipesh Chakrabarty, appelle, dans une perspective postcoloniale, la « provincialisation de l'Europe ». Subjectif

dans ses origines, le concept acquiert pourtant peu à peu une identité également objective permettant de saisir en même temps le choix des acteurs et la configuration présente de la scène internationale.

Bertrand Badie est professeur émérite des Universités à Sciences Po Paris.

Bibliographie

Acharya Amitav, Buzan Barry, 2019, *The Making of Global International Relations : Origins and Evolution of IR at Its Centenary*, Cambridge, Cambridge University Press.

Badie Bertrand, 2018, *Quand le Sud réinvente le monde*, Paris, La Découverte.

Badie Bertrand, 2023, *Pour une approche subjective des relations internationales*, Paris, Odile Jacob.

Chakrabarty Dipesh, [2000] 2009, *Provincialiser l'Inde, [2000] 2009, relations internationales Evolution of IR a. Trad.*, Paris, esh, [2000]/